

LES URNES NE REFLETENT PAS LES LUTTES OUVRIERES

Depuis octobre dernier, avec la grève de **GEC-Alstom** à Bourogne/Belfort, on assiste à une reprise incontestable des luttes ouvrières. Après des années pendant lesquelles la défense de l'emploi était la caractéristique principale des grèves, celles-ci mettent les salaires au coeur de leurs revendications et touchent désormais le secteur privé, dit « *concurrentiel* », parent pauvre des luttes ces dernières années.

La grève qui s'est déroulée à **Renault** en mars/avril dernier, dans un secteur où la classe ouvrière avait subi des défaites terribles, est le symbole de cette combativité retrouvée.

Des signes extrêmement positifs sont apparus lors de ces derniers conflits, et notamment l'émergence d'une nouvelle génération d'ouvriers qui joue souvent un rôle décisif dans les luttes. A **GEC-Alstom**, à **Belin** et ailleurs, on a vu de jeunes prolétaires souvent en situation précaire être le déclencheur des grèves et ce, sans attendre les consignes syndicales, manifestant ainsi une saine méfiance par rapport aux organisations traditionnelles.

Autre point positif à souligner : le discrédit que subissent les syndicats, pousse de plus en plus les ouvriers à ne pas attendre passivement les consignes venues d'en haut pour rentrer en lutte. Quasiment toutes les grèves démarrent de manière autonome et, même lorsque les syndicats réussissent à en reprendre le contrôle, ce facteur se révélera décisif pour les luttes à venir.

Cependant, le démarrage autonome des luttes ne suffit pas : il est désormais clair que les luttes dans leur ensemble et les négociations avec le patron doivent être prises directement en main par les ouvriers. L'organisation directe et la coordination permanente de tous les travailleurs en lutte deviennent une impérieuse nécessité.

Il est aujourd'hui urgent d'analyser les forces et les limites des luttes actuelles afin de contribuer à renforcer le combat ouvrier et éviter, ainsi, de le fourvoyer dans des revendications complètement disproportionnées par rapport à l'équilibre de forces réel, telles les fameux *1500 francs pour tous*.

Depuis environ quinze ans, marqués par l'arrivée au pouvoir de la gauche du capital, la classe ouvrière a subi des défaites terribles. De grands secteurs où les travailleurs avaient de fortes traditions de luttes et souvent étaient à l'avant-garde du combat contre le capital - la sidérurgie, les chantiers navals, l'automobile -, ont été restructurés à coup de centaines de milliers de licenciements.

Une génération entière de travailleurs, celle qui avait connu les grandes luttes des années '60/'70 a été en grande partie décimée, éloignée de la production (la France est le pays en Europe qui connaît le plus faible taux d'activité des 50/60 ans), privant les nouvelles générations d'ouvriers d'un capital précieux d'expériences. En outre, le retour cyclique des grandes crises de surproduction depuis '73 a grossi au fil des ans l'armée des chômeurs, déstructuré le marché de la force de travail par le développement des diverses formes de précarité (CDD, intérim, stages...) au point qu'aujourd'hui c'est près du quart de la « *population active* » qui vit dans un état de fragilisation extrême.

Les conséquences politiques de cette situation n'ont pas tardé à se manifester avec la crise des organisations politiques et syndicales de gauche, chargées d'encadrer la classe ouvrière, et avec la montée concomitante de la xénophobie et du racisme anti-immigré.

Aujourd'hui, le FN est le parti politique qui recueille le plus de suffrages ouvriers. Penser que tout cela, à la faveur des quelques grèves printanières, pourra être rayé d'un trait de plume relève d'une complète cécité politique.

La crainte de rejoindre l'immense cohorte des salariés à temps partiel où des chômeurs à temps plein, fait que de nombreux prolétaires hésitent encore à s'engager dans les grèves. Le réflexe de l'extension, du dépassement des corporatismes n'est presque jamais présent, ce qui facilite la tâche des syndicats quant à l'isolement des luttes. Le thème crapuleux du « *partage du travail* » (lire, en fait, diminution des salaires contre des fausses promesses d'embauches de « *jeunes* »), - qui veut que les travailleurs plus âgés partent en préretraite avec 20% du salaire en moins pour « *laisser la place aux jeunes* » -, est systématiquement mis en avant par les syndicats et rencontre encore trop souvent un certain écho.

Ainsi, les luttes d'aujourd'hui portent-elles encore les stigmates des reculs de ces dernières années. C'est pourquoi, contrairement à ce qu'affirment le PCF et LO, cette reprise de la combativité est loin de signifier que nous nous trouvions déjà à la veille de l'explosion généralisée et que la voie pour le prolétariat est dégagée avec Mai '68 pointant à l'horizon.

C'est d'ailleurs une constante de la « *vie politique* » en France où, dès que la paix sociale semble se fissurer, les médias et les officines institutionnelles de gauche comme de droite agitent le spectre d'un nouveau *Mai '68*. Que ce soit pour l'invoquer où l'exorciser, cette sourde menace est brandie par les uns et les autres au point que, depuis vingt ans, elle s'est transformée en un mythe qui n'aide en rien à comprendre la situation dans laquelle on se trouve dans les usines. Ce printemps de l'année 95 ne déroge pas à la règle.

Certains annoncent un « *troisième tour social* » imminent (Mlle A. Laguiller), d'autres évoquent la « *fracture sociale* » qui menace de tout emporter (M. J. Chirac), ou encore « *la montée en puissance des luttes* » qui aboutira, bien sûr, au renforcement du « *grand parti des travailleurs* » (M. R. Hue), tandis que d'autres encore se posent déjà en recours face au chaos et à la chienlit qui menacent (M. J.M. Le Pen).

Face à cet étalage obscène de démagogie électorale, il est nécessaire pour la classe ouvrière de faire le point sur sa situation sans fioritures ni faux-semblants. Rien n'est plus funeste pour elle que les gesticulations qui visent à lui masquer sa situation réelle afin de lui interdire toute intelligence concrète de ses luttes.

01.05.95.

***Pour que l'effort paie enfin, il est nécessaire de ne plus faire confiance aux faux défenseurs des travailleurs : les Syndicats, tous les Partis politiques - et leurs candidats respectifs à l'élection présidentielle -, de droite, du centre et de la dite gauche plus ou moins extrême !
Le seul outil efficace c'est l'organisation indépendante du combat de classe par les ouvriers eux-mêmes !***

POUR LA REPRISE DE L'INITIATIVE OUVRIERE
